

Try Black Horse ALE 100 Years of Brewing experience behind it

The Labor World



Le Monde Ouvrier

Drink DOW'S ALE Standard of Strength and Quality

Rédaction et administration: 9 et 11, rue Saint-Paul Ouest.

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Tél.: Lancaster 5361 — Le numéro: CINQ CENTS PARTOUT

Comment on gagne des élections

Nos voisins d'Ontario viennent de se prononcer de façon peu équivoque, lors des élections générales de mercredi dernier, le gouvernement Ferguson a remporté un triomphe éclatant...

Ce résultat n'est pas surprenant et prouve, une fois de plus, malgré tout ce que l'on voudra dire, que l'électorat ne se laisse pas facilement entraîner par des discours enflammés et des accusations en l'air et que, lorsqu'il est convaincu qu'il a à la tête des affaires des hommes intègres et de bons administrateurs, il n'est guère pressé de leur retirer sa confiance...

En dehors de la popularité et du prestige personnel de l'hon. M. Ferguson, il y avait une question des plus importantes en jeu dans cette élection. Il avait déclaré que son parti serait ramené au pouvoir ou tomberait sur sa politique du contrôle des liqueurs. La lutte politique se compliquait donc d'une autre entre prohibitionnistes et partisans du contrôle des liqueurs par le gouvernement...

Le chef de l'Opposition, l'hon. M. Sinclair, n'avait pas un programme bien défini: il était contre le contrôle des liqueurs par le gouvernement, il voulait que le peuple se prononce sur ce principe par un plébiscite en dehors d'une élection générale...

Nous ne pouvons nous empêcher de faire un rapprochement entre la situation en Ontario et celle du Québec. Les libéraux de la province-secours peuvent se comparer aux conservateurs de notre province; les uns comme les autres n'ont pas de programme bien défini et escomptent le succès par des campagnes de diffamation et d'accusations fantaisistes...

L'élection de Richelieu s'est terminée par un triomphe pour le candidat libéral, qui a été élu par une majorité plus forte que lors des dernières élections générales, en dépit du fait qu'il y avait un candidat libéral indépendant sur les rangs, en plus du candidat conservateur...

Puisque M. Houde se croit si fort et si populaire, pourquoi n'irait-il pas se présenter lui-même dans Montcalm? Il aurait là une belle occasion d'aller se mesurer avec l'hon. M. Perron de qui il a dit tant de mal et qu'il a défié si souvent...

L'explication que le Star et le chef de l'Opposition donnent du résultat de l'élection de Richelieu est pour le moins bizarre. Le candidat libéral, M. Turcotte, a été élu parce que les ministres provinciaux ne sont pas allés faire la lutte dans ce comté et que c'est l'hon. M. Cardin, un ministre au fédéral, qui a dirigé la campagne et c'est à lui seul que revient tout le mérite de cette victoire...

Il est une vérité que ces messieurs feraient bien de ne pas oublier que, lorsqu'on veut remporter des victoires électorales et jouir de la confiance du peuple, il faut commencer par avoir un programme et mériter cette confiance et ce n'est pas avec des injures, ni des insultes, qu'on peut en arriver là.

SOCIUS.

NOUVELLES LOIS SUR LE TRAVAIL ADOPTÉES AUX ETATS-UNIS

Loi sur les injonctions au Minnesota.

La Législature du Minnesota a adopté au cours de sa session de 1929 le projet de loi suivant intéressant les injonctions en matière de conflits du travail:

"Aux termes de cette loi, les cours tribunaux ou juges de l'Etat ne peuvent plus décerner des injonctions dans les différends relatifs aux conditions de travail entre employeurs et salariés et que si toutes les garanties légales de la défense sont assurées: citation en due forme; débat contradictoire; preuve, dont la charge incombe au demandeur, de l'atteinte irréparable à la propriété, atteinte contre laquelle les voies normales de la justice n'offrent aucun recours adéquat; dépôt de la part du demandeur d'un mémoire contenant une description détaillée de la propriété ou du droit de propriété menacé d'une atteinte irréparable; obligation, enfin, pour la partie demanderesse, de prêter serment. Ce n'est qu'en cas de violence actuelle ou imminente, dont la preuve devra être administrée, que l'injonction pourra être décernée sans citation préalable et sans débat contradictoire. Mais même dans ce dernier cas, l'injonction ne sera valable que si toutes les parties en cause sont pareillement enjointes."

Loi sur le contrat non syndical au Wisconsin.

Le projet de loi suivant adopté par la Législature du Wisconsin, est entré en vigueur le 24 mai 1929:

"Cetle loi déclare contraires à l'ordre public, tous les contrats et non susceptibles de servir de base à une action légale, soit devant les tribunaux d'équité, tous engagements ou promesses écrits ou oraux figurant dans un contrat de travail passé entre un employeur et des employés, aux termes duquel l'une des parties s'engage à ne pas rester ou devenir membre d'un syndicat ouvrier ou d'une organisation patronale et à considérer rompu de ce fait le lien contractuel."

"Sont frappées de la même nullité radicale des clauses semblables figurant dans des contrats pour la vente de produits agricoles, horticoles et laitiers entre un producteur et un distributeur ou un acheteur de ces produits, et aux termes desquelles l'une des parties s'engage à ne pas adhérer soit à une organisation coopérative, soit à une organisation professionnelle de producteurs, de distributeurs ou acheteurs de tels produits."

En faveur des assurances sociales

Dans son récent discours au Reichstag en faveur de l'assurance-chômage et plus généralement des assurances sociales le camarade Peter Grassmann, vice-président de la Confédération générale des Syndicats allemands, déclara notamment: "Notre système capitaliste moderne est inconcevable sans les assurances sociales qui sauvegardent la force-travail de la classe ouvrière. Même dans l'hypothèse de hauts salaires à l'américaine, qui pourtant devraient permettre l'épargne, le maintien d'une politique sociale serait indispensable pour l'Allemagne."

Cette déclaration a reçu une confirmation dans les propos d'un délégué à la commission new-yorkaise de l'assurance-vieillesse, qui déclara que de nombreux employeurs qui autrefois considéraient "socialistes" semblables lois sociales et les rejetaient parce qu'elles entraient en contradiction avec l'individualisme américain, ont changé d'avis en présence de la complexité inouïe de l'économie moderne. Le bulletin hebdomadaire de la Fédération Américaine du Travail écrit, au sujet de la réunion de cette commission: "Les experts en matière de politique sociale prétendent que si la bienfaisance privée, ni la mutualité, ni les pensions octroyées par les employeurs, ne peuvent résoudre le problème de la prévoyance-vieillesse. Les économistes, les statisticiens et les re-

présentants des associations de bienfaisance et des institutions publiques concordent à percevoir dans l'assurance-vieillesse la solution du problème. Même dans ce cas des mesures spéciales sont encore indispensables parfois. Les experts déclarent qu'il est faux que les vieillards ont leurs jours assurés par des épargnes ou par l'assurance individuelle. On peut estimer que de 30 à 40 pour cent des ouvriers ne sont pas assurés."

On le voit: tandis qu'en Europe les employeurs de toute une série de pays se préparent à de nouveaux assauts contre les assurances sociales, leurs confrères américains reconnaissent, malgré les hauts salaires payés là-bas, qui permettent l'épargne individuelle, la nécessité des assurances sociales en raison des risques graves que l'économie capitaliste moderne fait courir aux travailleurs.

Qu'on sache bien qu'il ne s'agit pas de cas isolés; à témoin cette information d'un journal ouvrier américain: "L'idée que la communauté a le devoir de prendre soin de ceux qui ne peuvent plus gagner leur pain dans leurs vieux jours après une vie laborieuse a fait d'énormes progrès aux Etats-Unis en ces dernières années. Rappelons que dans le premier semestre de cette année 4 Etats, la Californie, le Minnesota, l'Utah et le Wyoming ont introduit la pension de vieillesse; cela porte à 10 le nombre des Etats ayant légiféré dans ce sens; en effet l'avaient fait précédemment le Colorado, le Kentucky, le Maryland, le Montana, la Nevada et le Wisconsin. Dans d'autres Etats des propositions de loi sont déjà déposées. Six des Etats prénommés ont fixé à 70 ans l'âge d'entrée en jouissance de la pension de vieillesse. En Californie, en Colorado, en Maryland, en Minnesota, en Nevada et en Wisconsin, la pension est d'un dollar par jour au maximum, le Wyoming paie jusqu'à 30 dollars par mois, le Montana et l'Utah accordent 25 dollars par mois, et le Kentucky 250 dollars par an. La durée de résidence exigée dans les différents Etats des aspirants varie de 10 à 15 années. Toutefois, tous les Etats indistinctement exigent que l'aspirant soit citoyen des Etats-Unis depuis au moins 15 ans. Ce mouvement d'opinion et de législation va de pair avec la création de "homes" de retraite auxquels font heureusement défaut les facteurs dégradant entachant les "Maisons de Pauvres". Au moment présent, on compte aux Etats-Unis 1270 "homes" de ce genre. Ils sont entretenus par les provinces, les Etats, les associations religieuses bienfaisantes, les syndicats et ainsi de suite. Le bureau des statistiques du travail des Etats-Unis vient de se livrer à une enquête dans 1037 "homes" hébergeant 69,000 personnes et il a établi que le montant global des frais d'entretien s'élève à 26 millions de dollars par an.

TRIBUNE LIBRE

Que doit-on en déduire?

Montréal, le 31 octobre 1929. Monsieur le Rédacteur, Le Monde Ouvrier.

Dans les journaux de cette semaine, il nous a été donné de lire un résumé d'une conférence de M. Charpentier, ex-président de l'Union des briqueteurs, qui a parlé du syndicalisme dans ce métier, devant le Syndicat catholique des briqueteurs.

Nous extrayons quelques passages de cette causerie:

"L'Union des briqueteurs incorporée de Montréal célébrait récemment par un banquet, à la salle Lafontaine, le cinquantième anniversaire de cette union. Il traite en détail des circonstances qui ont amené, en août dernier, la réaffiliation de cette union à l'Internationale; aussi des conséquences de cette réaffiliation pour ses membres... M. Charpentier rappelle qu'après avoir été affiliée une première fois, pendant 22 ans, à l'Internationale, l'Union des briqueteurs incorporée s'en désaffilia en 1918, parce que cette affiliation lui était devenue insupportable. Pour dix ans ensuite, elle se constitue l'animatrice du mouvement ouvrier national neutre dans notre province. Pendant cette période, elle refuse deux fois de coopérer avec le mouvement syndical catholique qui se développe en même temps. Elle repousse en même temps plusieurs tentatives de l'Internationale... Finalement, elle cède à celle-ci... Le conférencier qualifie d'illusion, les espérances des internationalistes de l'Union; il indique les conséquences désastreuses à prévoir. C'est d'abord la désagrégation de cette union au profit du syndicat catholique ou de la locale internationale anglaise numéro 4; aussi l'appauvrissement de sa caisse au bénéfice de l'Internationale. Actuellement, dit le conférencier, cette caisse est prospère et cette prospérité est due à onze années d'intelligence autonome. Elle a même réussi à se libérer, durant ce temps, de l'hypothèque grevant le temple du travail, sa propriété. Le conférencier tire quelques conclusions: Si l'Union des briqueteurs avait accepté, en 1924, de coopérer avec les syndicats catholiques de Montréal, elle serait restée, dans le métier de briqueteur, la seule organisation canadienne catholique et aurait résisté à l'absorption par l'Internationale. Un mauvais esprit fait de préjugés et d'injustifiable méfiance à l'endroit des syndicats catholiques a empêché cette coopération. Dans le temps, crainte puérile, l'Union avait peur de diviser le mouvement ouvrier canadien neutre dont elle était la protagoniste. Les dirigeants de l'ex-union nationale ignoraient que la neutralité était vouée à la déchéance; qu'elle appartenait à l'Internationale, dont les directives sont purement matérialistes; qu'enfin, elle la préparait à une réabsorption facile par l'Internationale. Depuis deux ans, le mouvement national neutre CHANCELLE. L'Union des briqueteurs lui a donné le COUP FATAL dans notre province. Il en ressort clairement que pour notre province le SYNDICALISME NEUTRE N'EST PAS VIABLE. La SEULE forme de syndicalisme qui convient à notre province française est catholique, c'est le SYNDICALISME NATIONAL CATHOLIQUE, défenseur vigoureux des intérêts MATÉRIELS de ses membres..."

Si l'Union des briqueteurs avait accepté, en 1924, de coopérer avec les syndicats catholiques, dit le conférencier, elle serait restée la seule organisation canadienne catholique des briqueteurs. La différence n'est pas énorme, n'est-ce pas? "Un mauvais esprit fait de préjugés a empêché cette coopération." Tout ce qui ne tourne pas à la gloire du mouvement syndical catholique est mauvais, cela est connu. Quand on se refuse de s'abriter sous ce manteau sur des sujets prédestinés à l'enfer... "Les dirigeants de l'ex-union nationale ignoraient que la neutralité était vouée à la déchéance; qu'elle appartenait à l'Internationale, dont les directives sont purement matérialistes." Il n'y a que dans les syndicats catholiques qu'on peut faire son salut. Et cela, en dépit du fait que des membres éminents du clergé sont opposés au syndicalisme catholique tel qu'on l'a institué dans notre province, et qui prétendent que le prêtre doit déployer son activité dans ce domaine moins ostensiblement et plus efficacement, et que l'aide du clergé aux ouvriers peut se rendre sans que le prêtre soit partie intégrante du mouvement. S'il n'y avait pas d'organisation ouvrière au Canada pour venir en aide à la classe des travailleurs, nous comprendrions très bien — et nous l'approuvons — la participation active du clergé au mouvement ouvrier militant, mais dans l'état actuel des choses, nous croyons qu'il est inutile de prêcher des convertis, des inutiles qui sont neutres précisément pour ne pas faire de tort à leur religion, pour ne pas traîner leur foi dans les discussions et les conflits ouvriers, pour ne pas exposer ses ministres à l'insulte, en un mot, des unionistes qui ne font aucun mal à la religion. La religion a son mot à dire dans les questions sociales et ouvrières, mais son rôle doit être élevé, elle doit planer au-dessus de toutes les classes, elle ne doit pas favoriser l'un au détriment de l'autre. Son autorité doit se faire sentir d'une manière qui inspire la confiance et non la méfiance. Pourquoi assimiler ses ministres à des organisateurs, à des conférenciers, à des bateleurs parfois, pour la vaine gloire de pouvoir dire que nous avons un syndicalisme catholique tel que celui qui est approuvé et conseillé par le Pape en France? Car, dans cette question, il faut faire entrer en ligne de compte la mentalité du peuple français dont près de la moitié n'a pas reçu le baptême) et les conditions de la France où la lutte se fait ouvertement entre les "cléricaux" et les anti-cléricaux." La situation, quoi qu'on en dise, et qui qui le dise, n'est pas la même dans la province de Québec où catholiques et infidèles vivent en harmonie justement parce que le clergé n'était pas sorti de son rôle de conciliateur et de pacificateur. Quand l'harmonie est rompue, la musique dégénère en jazz, adieu l'accord. Qui peut nous dire quelle serait la situation présente si le clergé n'avait pas montré tant de dédain des unions internationales, dès le début, s'il n'avait pas feint de considérer les unionistes internationaux comme de la graine du diable? En serait-on où nous en sommes aujourd'hui? La classe ouvrière serait-elle divisée? Le dernier paragraphe du résumé de la conférence est intéressant à plusieurs points de vue. D'abord, il nous annonce la chute d'une branche du schisme ouvrier: Le mouvement national neutre chancelle. Et c'est l'Union des briqueteurs, en se réaffiliant à l'Internationale, qui a donné son coup de mort. Si "le syndicalisme national neutre n'est pas viable", pourquoi le syndicalisme national catholique le serait-il plus? Est-ce parce que M. Charpentier — et tous les profiteurs du mouvement auquel il appartient — ont dit: "La seule forme de syndicalisme qui convient à notre province française est catholique, c'est le syndicalisme national catholique, défenseur vigoureux des intérêts MATÉRIELS de ses membres?"

Le plus? Est-ce parce que M. Charpentier — et tous les profiteurs du mouvement auquel il appartient — ont dit: "La seule forme de syndicalisme qui convient à notre province française est catholique, c'est le syndicalisme national catholique, défenseur vigoureux des intérêts MATÉRIELS de ses membres?"

Il faut en conclure que nous, les Internationaux, nous devons jeter par-dessus bord les organisations qui ont fait sortir l'ouvrier du Québec de l'esclavage économique bien avant l'avènement du syndicalisme catholique? Les droits que nous nous sommes acquis doivent-ils compter pour rien? "Les directives de l'Internationale sont purement matérialistes", dit le conférencier, et "le syndicalisme national catholique est le défenseur vigoureux des intérêts matériels de ses membres." C'est égarer sur les mots pour ne rien dire: matériel et matérialistes sont dérivés du même mot: materia, matière. L'Internationale peut paraître matérialiste par le fait qu'elle est neutre, mais elle ne l'est pas dans le vrai sens du mot, car elle ne nie pas l'existence de l'esprit et de l'âme pour tout faire remonter à la matière. Elle compte dans ses rangs — parmi ses officiers — des catholiques convaincus et sincères, beaucoup plus sincères que certains de nos syndicalistes nationaux et catholiques. Dans le fond, ce sont les intérêts matériels des ouvriers qui sont en jeu et non leurs intérêts religieux, et, quand il s'agit de ces derniers, l'Internationale n'empêche pas sur le sacerdoce du prêtre à qui elle laisse toute la latitude voulue, car elle reconnaît qu'elle n'est pas compétente dans ce domaine. Ne serait-elle pas en droit de demander qu'on agisse de même à son égard, quitte à demander la coopération du clergé quand la morale ou la foi de ses membres est en jeu? L'unité du syndicalisme ouvrier est aussi nécessaire que l'unité de l'Eglise, car Notre Seigneur l'a bien dit: Toute maison divisée contre elle-même tombera, et nous, les Internationaux, nous prétendons qu'Unus non resistens, divisus non tombons. C'est pourquoi nous craignons le Divide ut imperes. Il n'y a donc pas lieu de protester et de douter de notre sincérité quand nous prenons les moyens de combattre les syndicats catholiques, qui divisent les rangs de la classe ouvrière. Et, eux, ne nous combattent-ils pas? Votre tout dévoué,

RAOUL HEBERT.

LA DUREE DU TRAVAIL DANS LA METALLURGIE DE L'ACIER

Le Social Service of Canada a entrepris de faire une inspection des ateliers d'affinage de minerais du Canada, et le Dr Charles W. Gordon (Ralph Connor), président du comité industriel, un homme très au courant des problèmes industriels du Canada, va visiter les hauts-fourneaux du pays afin de rechercher les moyens de réduire la durée du travail dans la métallurgie de l'acier.

Dans un récent rapport, la Ministerial Association de Sydney (Nouvelles Ecosse) soumet les recommandations suivantes: "Nous émettons le vœu que le ministre fédéral du Travail et le premier ministre du Canada soient immédiatement saisis d'une proposition à l'effet que, chaque fois qu'un tarif de faveur est accordé aux aciéries canadiennes, celles-ci doivent se conformer aux normes de durée du travail établis par le Parlement canadien, à savoir, la journée de huit heures."

Le rapport annuel de la United States Steel Corporation en date du 31 décembre 1923 déclare qu'au 1er décembre 1923 la journée de 12 heures avait disparu, sauf à une compagnie affiliée où elle a été abolie le 1er février 1924. "Le nouveau régime de travail", ajoute le rapport, "fixe à huit heures par jour la durée du travail par roulement, et à dix heures par jour pour celle du reste du personnel. Le salaire de l'ouvrier dont la durée du travail a été

L'immigration au Canada

Les tableaux ci-après, communiqués par le ministère de l'Immigration et de la Colonisation, font connaître le caractère et l'étendue de l'immigration au Canada au cours du trimestre clos le 30 juin 1929, et offrent des chiffres permettant d'établir une comparaison avec l'exercice correspondant de 1928. Sur un total de 77,750 immigrants, 34,967 (ou 45 pour cent) étaient d'origine britannique; 11,290 (ou 15 pour cent) des gens domiciliés aux Etats-Unis, et 31,493 (ou 40 pour cent) des nationaux d'autres pays. Au cours du trimestre 6,043 Canadiens sont revenus des Etats-Unis, contre 10,672 pour le trimestre correspondant de 1928.

Relevé de l'immigration vers le Canada durant le trimestre clos le 30 juin 1929 en regard du trimestre correspondant de 1928.

Table with 5 columns: Mois, Sujets britanniques, Des Etats-Unis, Des autres pays, Total. Rows for Avril, Mai, Juin, and Totaux for Exercice 1928-1929.

Table with 5 columns: Mois, Sujets britanniques, Des Etats-Unis, Des autres pays, Total. Rows for Avril, Mai, Juin, and Totaux for Exercice 1929-1930.

Relevé de l'immigration par origine.

Table with 2 columns: Origine, Nombre. Rows for British, Irish, French, etc., and Races préférées.

Relevé de l'immigration par destination.

Table with 2 columns: Destination, Nombre. Rows for Alberta, Colombie britannique, Ile du Prince-Edouard, etc.

L'INDUSTRIE DU COKE

Nous reproduisons ci-dessous une copie de lettre-circulaire que la Montreal Light Heat & Power Consolidated vient d'adresser à ses 27,000 actionnaires, à l'occasion du paiement du dividende régulier pour la période courante:

"A Nos Actionnaires:

Vous trouverez ci-joint un chèque couvrant le dividende trimestriel des actions de votre compagnie inscrites à votre nom au 30 septembre 1929.

A côté de votre usine à gaz de Ville Lasalle, située sur le canal Lachine, cette compagnie a construit et exploite une des usines de coke et de sous-produits les plus modernes d'Amérique. On y produit un coke de qualité supérieure, destiné aux usages domestiques. Depuis nombre d'années, le public a été habitué à employer le charbon anthracite, mais peu de gens savent que l'anthracite et le coke ont la même origine — les vastes forêts enfouies des temps antédiluviens. L'anthracite n'est ni plus ni moins qu'un charbon mou qui, à la suite de siècles de transformation. En réduisant le charbon en coke dans les fourneaux modernes, la science produit en quelques heures seulement un combustible domestique qui conserve l'essence même de la houille — le carbone, source de chaleur — et d'où la plupart des matières étrangères ont été éliminées. Montréal a donc maintenant à sa portée l'équivalent d'une vaste "mine d'anthracite", lui assurant un approvisionnement régulier de combustible de haute qualité. La Montreal Coke & Manufacturing Company vend ce combustible sous le nom de "LASALLE MONTEAL COKE". Le "Coke Lasalle" brûle longtemps, est meilleur marché et, tonne pour tonne, grâce à sa haute teneur en carbone, donne un résultat au moins égal à celui de n'importe quel combustible solide, effectuant par là une économie considérable pour l'acheteur. Nous recommandons le "Coke Lasalle" à nos actionnaires qui pourront se le procurer chez leur marchand de charbon."

LA FORMATION PROFESSIONNELLE AUX ETATS-UNIS

Dans son rapport annuel, le commissaire de l'Instruction publique des Etats-Unis note les progrès considérables accomplis pendant l'exercice écoulé dans le domaine de l'éducation de la classe ouvrière.

"L'année dernière, s'est imposée de plus en plus l'idée que l'oeuvre ne pouvait donner de résultats vraiment efficaces sans des ateliers et un outillage adéquats. Les facilités d'aménagement des cours pratiques et des autres classes industrielles se sont améliorées à plus d'un endroit. De nouvelles écoles plus d'un endroit. De nouvelles écoles professionnelles et techniques se sont construites, celles qui existaient déjà ont été agrandies et les plans des nouvelles écoles supérieures pourvoient à l'aménagement d'ateliers. En quelques endroits, les nouveaux gymnases ont amenagé des ateliers dont ils ont été très satisfaits."

Advertisement for Melchers Canadian Gin featuring a bottle and a factory scene. Text includes 'Melchers Canadian Gin', 'Melchers Distilleries Limited, Montreal', and prices for various quantities.

Large advertisement for 'LE THE SALADA' with stylized text and decorative elements.

# Le Coin des Unions locales

## CONFECTION POUR HOMMES

Tout s'annonce très bien pour la soirée annuelle de euehre et danse avec concours de costumes, organisé par le local No 115 des ouvriers canadiens français de la confection pour hommes, samedi, 9 novembre, à la Païestre du National. Un pardessus de \$50 a été offert par un ami de l'union, comme prix de présence, le comité du euehre a reçu un nombre considérable de prix magnifiques pour la partie de cartes. Il y aura aussi de beaux prix pour le concours de costumes. De très agréables surprises sont réservées à ce sujet, aux assistants.

Le comité de la soirée s'est réuni, ces jours derniers à la salle Prince Arthur sous la présidence de M. Alfred Boucher, délégué des Canadiens-français à la maison Friedman Co., et vice-président du local No 115, qui a fait les derniers préparatifs de la fête. L'orchestre Bourguignon fera les frais de la musique. Les billets d'entrée s'envient rapidement.

## CHEZ LES PLOMBIERS

Le Conseil conjoint No 17 des cordonniers de la B. & S. W. U. en réunion conjointe avec le comité des locaux No 249 et No 266 de cette organisation, lundi soir, s'est occupé de l'organisation de la fête aux huitiers, qui aura lieu aux quartiers des cordonniers, le samedi 9 novembre. Plusieurs questions ont été discutées à ce sujet, aux fins d'assurer à cette soirée tout le succès possible. Les cordonniers, cette année comme par le passé, veulent faire grand et beau, et rien ne sera négligé pour y arriver.

En attendant, les billets s'envient avec rapidité, ils sont en vente aux quartiers généraux de l'organisation, 1331 Sainte-Catherine est, où l'on peut s'adresser au secrétaire, M. McKecher.

## FETE BIEN REUSSIE

Les briquetiers de Montréal, ont célébré le 50e anniversaire de fondation de leur union, par une belle fête samedi soir dernier, à la salle Lafontaine rue Sherbrooke. On compte que 1,500 personnes y assistaient, il y eut banquet présidé par M. Armand Brien, président de l'union des briquetiers No 1, assisté de MM. E. Berthiaume et Jean Bousquet, membres du comité, qui tous portèrent la parole. Parmi les invités d'honneur, on remarquait M. McCallum, 3e vice-président général de l'union internationale des briquetiers et maçons d'Amérique. La fête se termina par une danse en famille.

## LES TYPOGRAPHES OBTIENNENT UN BEAU SUCCES

La fête sociale qui eut lieu samedi soir à la Païestre du National fera époque dans les annales de l'Union typographique Jacques-Cartier No 145. Ce euehre-danse a réuni au-delà de 600 personnes qui toutes sont retournées satisfaites d'une si belle soirée passée avec les types de cette vaillante association ouvrière.

M. Omer Daigneault avait la direction du euehre et M. J. P. Boucher dirigeait la danse. Dans cela ils étaient assistés par les membres du comité du euehre-danse MM. A. Payant, A. Langevin, H. Richard, L. Gadoray, A. Laverdure, E. Paquette.

Parmi les invités on remarquait: MM. W. Marchand, A. Benard, A. Blanchard, L. O. Jolivet, L. Forget, Joseph Gauthier, Jos. Pelletier, Ben Drolet, G. R. Brunet, S. De Grandpré, A. Myette et autres. Il y eut chanson à répéter par M. Adhémar Tremblay.

M. A. Tremblay, président de l'union a fait les remerciements d'usage et s'est dit enchanté du concours reçu des membres et du public.

L'Union typographique Jacques-Cartier profite de l'occasion pour remercier tous ceux qui ont bien voulu prêter leur concours afin de faire de cette fête un succès sans précédent dans le monde du travail organisé.

## PLUSIEURS UNIONS CHANGENT DE LOCAL

Les unions ouvrières de Montréal qui depuis quinze ans tenaient leurs assemblées, ou avaient établi leurs bureaux au No 817 Ontario Est, sont en train pour la plupart de déménager. Les agents d'affaires, particulièrement, ont trouvé ou sont à la recherche de nouveaux locaux pour établir leurs bureaux.

Ce déménagement quasi général, a commencé avec le local 134 des charpentiers-menuisiers, qui a décidé de tenir ses assemblées, à l'avenir, à l'Assistance Publique, puis le Conseil des Métiers et du Travail, décidé de se réunir à la Païestre du National, le local No 349 des peintres a retenu la salle des cordonniers, à 1331 Sainte-Catherine est, pour ses assemblées, jusqu'à nouvel ordre. Enfin, l'union des plâtriers, local 33, l'union des électriciens, 568, et l'union des plombiers et poseurs d'appareils de chauffage, transportent leurs bureaux d'affaires, au Temple du Travail, rue St-Dominique, ou elles tiendront leurs assemblées à partir du 1er novembre prochain.

M. Hodgson, agent d'affaires de l'union des plombiers et poseurs d'appareils de chauffage, fait connaître que les assemblées de son local auront lieu, tous les mercredis, après le 30 octobre, au Temple du Travail, et prie tous les membres d'en prendre note.

M. O. Boyer, agent d'affaires de l'union No 568 des électriciens, fait annoncer aussi, que les assemblées de son local, après le 1er novembre, auront lieu au Temple du Travail. L'assemblée d'inauguration de la nouvelle salle aura lieu le lundi soir, 4 novembre. Ces messieurs auront leurs bureaux au Temple du Travail.

pareils de chauffage, fait connaître que les assemblées de son local auront lieu, tous les mercredis, après le 30 octobre, au Temple du Travail, et prie tous les membres d'en prendre note.

M. O. Boyer, agent d'affaires de l'union No 568 des électriciens, fait annoncer aussi, que les assemblées de son local, après le 1er novembre, auront lieu au Temple du Travail. L'assemblée d'inauguration de la nouvelle salle aura lieu le lundi soir, 4 novembre. Ces messieurs auront leurs bureaux au Temple du Travail.

## CHEZ LES MAITRES BARBIERS

L'Association des maîtres barbiers-coiffeurs, sous la présidence de M. J. A. Gagnon, s'est réunie récemment et a formé le comité pour son parti d'hiver annuel qu'elle tiendra le 20 novembre prochain, à la salle des débardeurs, au No 406, rue du Champ de Mars.

Dès le lendemain le comité s'est mis au travail et l'on peut prédire d'avance que cette soirée restera un bon souvenir pour tous ceux qui y participeront. A part le concert familial accompagné du chant, il y aura la partie de cartes traditionnelle.

## CHEZ LES UNIONS INTERNATIONALES

**LUNDI SOIR**  
Conseil Conjoint des Cordonniers, 17, au No 1331, rue Sainte-Catherine E.  
Charpentiers, local 1127, au No 7, rue Craig Est.

Charpentiers-Menusiers, local 134, à la salle de l'Assistance Publique, coin Laguchetière et Berri.

Charpentiers-Menusiers, local 1360, au No 4030, rue Notre-Dame Ouest.

Charpentiers-Menusiers, local 1375, au No 159, le Avenue, Lachine.

Electriciens, local 568, au Temple du Travail, rue Saint-Dominique.

Pressiers, local 52, au No 408 Ouest, rue Saint-Jacques.

Peintres-décorateurs, local 349, dans le nouveau local.

Encadreurs, local 18095, au No 7, rue Craig Est.

**MARDI SOIR**  
Briquetiers, local No 4, au No 2030, rue Jeanne-Mance.

Travailleurs en chapeaux et casquettes, local 33, au No 408 St-Jacques O.

Opérateurs de vues cinématographiques, local 262, au No 2030, rue Jeanne-Mance, à minuit.

Photographeurs, local 9, au No 408 rue Saint-Jacques Ouest.

Peintres-décorateurs, local 359, dans le nouveau local.

Ferblantiers-Couvreurs, local 116, à la salle Girard, coin Ontario et Cartier.

**JEUDI SOIR**  
Charpentiers-Menusiers, local 178, au No 7, rue Craig Est.

Charpentiers-menuisiers, local 1344, au No 1244, rue Sainte-Catherine O.

Employés de théâtres, local 56, au No 2030, rue Jeanne-Mance, à minuit.

Conseil des Métiers et du Travail, à la Païestre du National, 840, rue Cherrier.

**VENREDI SOIR**  
Cordonniers, local 249, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est.

Constructeurs de ponts et structures en fer, local 307, au nouveau local.

Chaudronniers, local 134, au No 2030, rue Jeanne-Mance.

Charpentiers-Menusiers, local 1558, au No 1651, rue Latourneux.

Mouleurs, local 21, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est.

Plâtriers et Plâsseurs en ciment, local 33, au Temple du Travail, rue Saint-Dominique.

Rembourreurs, local 78, au No 1182, boulevard Saint-Laurent.

Travailleurs en ornements en fer, local 428, dans le nouveau local.

Briquetiers, local No 1, au Temple du Travail, rue Saint-Dominique.

Comité d'organisation du Conseil des Métiers et du Travail, à 10 heures de l'avant-midi, au No 7, rue Craig Est.

**SAMEDI SOIR**  
Charpentiers-Menusiers, local 1270, au No 4435, rue Saint-Laurent.

Ingénieurs, local 588, au No 1182, rue Saint-Laurent, Chambre 15.

# Ce que l'on dit de nous

LE CONGRES SYNDICAL CANADIEN

(De la Fédération Syndicale Internationale). La centrale syndicale canadienne a tenu son 45e congrès ordinaire à St. John, N. B.; 230 délégués, représentant un effectif annoncé de 126,638 membres, ont suivi ses travaux. Cette assemblée avait un relief exceptionnel à cause de la présence du Ministre britannique du Chômage, J. H. Thomas. Avant son arrivée au Canada le ministre expliquait son déplacement par son intention d'amener le Canada à modifier sa politique d'immigration, en d'autres termes de faire abandon de la politique de contingentement de l'immigration, qui, soit dit en passant, reçoit l'appui des syndicats canadiens à la suite du ch-mage qui sévit. Cette explication n'était pas une explication; elle n'était que rumeur. En effet le camarade Thomas déclara avec toute la clarté désirable que "les travailleurs britanniques approuvaient la politique migratoire du mouvement ouvrier canadien et n'envisageaient nullement d'abaisser les standards canadiens ou bien de ne fut-ce d'enlever une seule journée de travail aux compagnons du Canada". Par contre Thomas adressa, et la chose fut bien accueillie, un appel aux travailleurs canadiens à rallier le mouvement en faveur de l'accroissement de la consommation de produits britanniques et de contribuer ainsi, dans la mesure de leur moyen, à la solution du problème du chômage qui trouble la vie économique anglaise. Comme, de ce fait, on affrontait dans son intégralité le problème des migrations, le congrès retint longtemps son attention sur celui-ci. Dans cet ordre d'idées le Ministre canadien du Travail fit la déclaration, significative, que sur le vœu des dirigeants des travailleurs organisés le gouvernement avait rendu une ordonnance en vertu de laquelle est interdite l'immigration de main d'oeuvre engagée par contrat (hormis le cas des ouvriers agricoles et des gens de maison). En dépit des protestations de chefs d'entreprises qui avaient déjà embauché de la main d'oeuvre étrangère le gouvernement est fermement résolu d'appliquer rigoureusement son ordonnance. Le Ministère de l'Immigration ne tolérera de dérogations que dans les cas où il est établi qu'il est impossible de trouver au Canada le genre de main d'oeuvre en question. Dans les traits généraux les syndicats sont d'accord avec ce système. "De cette façon, déclare Tom Moore, président de la centrale canadienne, toute la responsabilité de l'immigration future de main d'oeuvre incombe au gouvernement. Même si le décret ne répond pas en tous points aux vœux ouvriers, il représente néanmoins un formidable progrès". Pour ce qui regarde les migrations en général, le congrès s'est élevé contre la politique actuelle du gouvernement. On a suggéré de convier le gouvernement à aménager annuellement une enquête pour établir les besoins de l'industrie et de l'agriculture en main d'oeuvre, de la même façon qu'on fait pour établir le nombre de bras nécessaires aux moissons dans l'Ouest. Une autre résolution demande que les travailleurs résidant au Canada jouissent, rapport à la colonisation, des mêmes avantages que les immigrants.

Dans le domaine social le congrès s'occupa d'une foule de questions qui se trouvent également à l'ordre du jour en Europe: consolidation de la journée de huit heures, relèvement de l'indemnisation des accidents du travail, taux minima de salaires, conciliation des conflits industriels, etc. Dans les dernières années on se préoccupe beaucoup au Canada de l'introduction d'une assurance générale contre le chômage. Cette question fait l'objet d'une longue résolution réclamant à nouveau au gouvernement le dépôt d'un projet de loi sur l'assurance-chômage. Approbation est en même temps donnée à un avant-projet établi par la centrale. D'autre part toutes les branches de l'assurance sociale seront placées sous le contrôle direct du gouvernement. Après quelque opposition, émanant des partisans de la décentralisation, la résolution fut votée, après avoir subi un peu d'atténuation mais tout en se prononçant en faveur de l'idée centralisatrice.

Tom Moore, président, et P. M. Draper, secrétaire-trésorier de la centrale canadienne, ont été élus. Ce congrès, qui fut tout à fait remarquable, fournit un vivant reflet de la consolidation du mouvement syndical canadien. Au reste la meilleure illustration de ce progrès c'est l'accroissement des effectifs qui marquent une avance de 23,591 membres dans les dernières années.

à la suite du ch-mage qui sévit. Cette explication n'était pas une explication; elle n'était que rumeur. En effet le camarade Thomas déclara avec toute la clarté désirable que "les travailleurs britanniques approuvaient la politique migratoire du mouvement ouvrier canadien et n'envisageaient nullement d'abaisser les standards canadiens ou bien de ne fut-ce d'enlever une seule journée de travail aux compagnons du Canada". Par contre Thomas adressa, et la chose fut bien accueillie, un appel aux travailleurs canadiens à rallier le mouvement en faveur de l'accroissement de la consommation de produits britanniques et de contribuer ainsi, dans la mesure de leur moyen, à la solution du problème du chômage qui trouble la vie économique anglaise. Comme, de ce fait, on affrontait dans son intégralité le problème des migrations, le congrès retint longtemps son attention sur celui-ci. Dans cet ordre d'idées le Ministre canadien du Travail fit la déclaration, significative, que sur le vœu des dirigeants des travailleurs organisés le gouvernement avait rendu une ordonnance en vertu de laquelle est interdite l'immigration de main d'oeuvre engagée par contrat (hormis le cas des ouvriers agricoles et des gens de maison). En dépit des protestations de chefs d'entreprises qui avaient déjà embauché de la main d'oeuvre étrangère le gouvernement est fermement résolu d'appliquer rigoureusement son ordonnance. Le Ministère de l'Immigration ne tolérera de dérogations que dans les cas où il est établi qu'il est impossible de trouver au Canada le genre de main d'oeuvre en question. Dans les traits généraux les syndicats sont d'accord avec ce système. "De cette façon, déclare Tom Moore, président de la centrale canadienne, toute la responsabilité de l'immigration future de main d'oeuvre incombe au gouvernement. Même si le décret ne répond pas en tous points aux vœux ouvriers, il représente néanmoins un formidable progrès". Pour ce qui regarde les migrations en général, le congrès s'est élevé contre la politique actuelle du gouvernement. On a suggéré de convier le gouvernement à aménager annuellement une enquête pour établir les besoins de l'industrie et de l'agriculture en main d'oeuvre, de la même façon qu'on fait pour établir le nombre de bras nécessaires aux moissons dans l'Ouest. Une autre résolution demande que les travailleurs résidant au Canada jouissent, rapport à la colonisation, des mêmes avantages que les immigrants.

Dans le domaine social le congrès s'occupa d'une foule de questions qui se trouvent également à l'ordre du jour en Europe: consolidation de la journée de huit heures, relèvement de l'indemnisation des accidents du travail, taux minima de salaires, conciliation des conflits industriels, etc. Dans les dernières années on se préoccupe beaucoup au Canada de l'introduction d'une assurance générale contre le chômage. Cette question fait l'objet d'une longue résolution réclamant à nouveau au gouvernement le dépôt d'un projet de loi sur l'assurance-chômage. Approbation est en même temps donnée à un avant-projet établi par la centrale. D'autre part toutes les branches de l'assurance sociale seront placées sous le contrôle direct du gouvernement. Après quelque opposition, émanant des partisans de la décentralisation, la résolution fut votée, après avoir subi un peu d'atténuation mais tout en se prononçant en faveur de l'idée centralisatrice.

Tom Moore, président, et P. M. Draper, secrétaire-trésorier de la centrale canadienne, ont été élus. Ce congrès, qui fut tout à fait remarquable, fournit un vivant reflet de la consolidation du mouvement syndical canadien. Au reste la meilleure illustration de ce progrès c'est l'accroissement des effectifs qui marquent une avance de 23,591 membres dans les dernières années.

## MERCREDI SOIR

Relieurs, local 91, au No 7, rue Craig Est, à 6 heures p.m.

Cordonniers, local 266, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est.

Cigariers, local 58, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est.

Travailleurs en fourrure, local 66, au No 1079, rue Berri.

Plombiers et Poseurs d'appareils de chauffage, local 144, au Temple du Travail, rue Saint-Dominique.

Barbiers, local 659, au No 62, rue Rachel Est.

Tailleurs-couturiers, local 317 au No 1364 rue Sainte-Catherine Est.

Conseil de district des charpentiers-menuisiers, au No 7, rue Craig Est.

## JEUDI SOIR

Charpentiers-Menusiers, local 178, au No 7, rue Craig Est.

Charpentiers-menuisiers, local 1344, au No 1244, rue Sainte-Catherine O.

Employés de théâtres, local 56, au No 2030, rue Jeanne-Mance, à minuit.

Conseil des Métiers et du Travail, à la Païestre du National, 840, rue Cherrier.

## VENREDI SOIR

Cordonniers, local 249, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est.

Constructeurs de ponts et structures en fer, local 307, au nouveau local.

Chaudronniers, local 134, au No 2030, rue Jeanne-Mance.

Charpentiers-Menusiers, local 1558, au No 1651, rue Latourneux.

Mouleurs, local 21, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est.

Plâtriers et Plâsseurs en ciment, local 33, au Temple du Travail, rue Saint-Dominique.

Rembourreurs, local 78, au No 1182, boulevard Saint-Laurent.

Travailleurs en ornements en fer, local 428, dans le nouveau local.

Briquetiers, local No 1, au Temple du Travail, rue Saint-Dominique.

Comité d'organisation du Conseil des Métiers et du Travail, à 10 heures de l'avant-midi, au No 7, rue Craig Est.

## SAMEDI SOIR

Charpentiers-Menusiers, local 1270, au No 4435, rue Saint-Laurent.

Ingénieurs, local 588, au No 1182, rue Saint-Laurent, Chambre 15.

**DEMANDEZ | ASK FOR**

**LA BIÈRE POPULAIRE | THE POPULAR BEER**

MOLSON

Brassée à Montréal depuis 143 ANS

Brewed in Montreal since 143 YEARS

## LABOR DIRECTORY

**MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL** — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at "La Païestre du National" 840 Cherrier Street East. President: J. T. Foster, 217 Saint-Avenue. Corresponding-Secretary: Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

**UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS COIFFEURS D'AMERIQUE** — Local 588, 1079, rue Berri. Président: Léon Leclair. Secrétaire-trésorier et agent d'affaires: Albert J. Hadley, 452, avenue Hickson, Verdun.

**TYPOGRAPHICAL UNION** No. 150 — Meets every first Saturday at No. 408 St. James Street, Thomas Black, President, 88 Wisconsin Ave. Outremont; James Philip, Secretary-Treasurer, 408 St. James Street. Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.; Saturday, 9:30 a.m. to 1 p.m. Telephone, MARquette 7150.

**INTERNATIONAL BARBERS' UNION** — Local 659 — Meets 1st and 3rd Wednesdays, at 830 St. Lawrence Blvd., at 8 p.m. President: B. Mollek; Secretary-Treasurer: K. Slosky, 1374 Colonial Avenue.

**FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENUISIERS D'AMERIQUE** — LOCAL 131. — Ernest Boucher, président, 2226 Shoppard; Art. Mayer, vice-président, 1022 Ontario est; Pierre Lesèvre, secrétaire-archiviste, 5911 12ème Avenue, Rosemont; J. A. Roy, secrétaire-financier, 2141 Rachel est; Ernest Tisdel, secrétaire-trésorier, 1316 Gifford. Le local s'assemble tous les lundis soir à 8 heures, à la salle de l'Assistance Publique, coins Laguchetière et Berri.

**ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL** — To promote the interests of the Allied Union Label which can be had in either the French or English language. The following organizations comprise Council: Typographical Union, No. 150; Jacques Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants Union, No. 52; Bookbinders Union, No. 91; Photo-Engravers Union, No. 9; Streetpress and Electrotypers Union, No. 91; President: Thomas Black, Vice, President, A. E. Riard; Recorder, J. Pelletier; Secretary Treasurer, James Philip, Room 2, 408 St. James Street; Executive: G. Brunelle, G. Vallières, J. Currie; Auditors: J. R. Moore, R. Leger, W. Trudeau. Telephone MARquette 7450.

**FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENUISIERS D'AMERIQUE** — LOCAL 131. — Ernest Boucher, président, 2226 Shoppard; Art. Mayer, vice-président, 1022 Ontario est; Pierre Lesèvre, secrétaire-archiviste, 5911 12ème Avenue, Rosemont; J. A. Roy, secrétaire-financier, 2141 Rachel est; Ernest Tisdel, secrétaire-trésorier, 1316 Gifford. Le local s'assemble tous les lundis soir à 8 heures, à la salle de l'Assistance Publique, coins Laguchetière et Berri.

**UNION DES RELIERS**, Local 91, — Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'Union, No 7 Craig Est, à 8 heures. Président, J. A. Julien, secrétaire-financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7 Craig Est, tél. Lancaster 2726.

**CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERS-MENUISIERS D'AMERIQUE** — Président, A. Houbert; vice-président, A. Mayer, secrétaire, J. E. C. Roy; agents sortier, E. Biking, gardien, J. B. Roy; agents d'affaires, E. Loussier, J. S. Desha et J. Lespérance. Les assemblées ont lieu tous les mercredis soir à 8 heures, au bureau du Conseil de District, 7 Craig Est, Chambre 7, téléphone Lancaster 2726.

**BOOT AND SHOE WORKERS UNION** — LOCAL 267 DE ST-HYACINTHE. — Assemblée tous les vendredis à 8 heures du soir, à 8 heures. Président, Ernest Gendron; secrétaire financier, Arthur Brodeur, Village St-Joseph, Saint-Hyacinthe; trésorier, C. E. Lemieux, 14 rue St-Simon.

**UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS-COIFFEURS D'AMERIQUE** — Local 455 de Montréal. — Assemblée le 2e et 4e mardi de chaque mois, au No 1182 St-Laurent. Meets every National Sale 15 à 8:30 du soir. Président, A. Milard; secrétaire archiviste, Art. Jumeau; secrétaire trésorier et agent d'affaires, H. J. Murro, 254, est rue St-Catherine, chambre 11. Téléphone: HARbour 8540.

**UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL** — Assemblée tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Cordonniers, 723 Ste-Catherine Est. Président: Joseph Locher, 4688 Saint-Hubert; Secrétaire et correspondant, Arthur Mativier, 6101 Marquette.

**UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS EN BOULANGERIE**, No 66 — Assemblée tous les 1er et 3e mercredis, à 8 heures p.m., à la salle de l'Union du Commerce, rue Berri. Président Arthur Tremblay, 102, Chambrault; secrétaire archiviste, A. Beupré, 6804 De Gaspe; trésorier, G. K. Bourgeau, 135 Amherst; agent d'affaires, A. Roy, 254 rue Sainte-Catherine Est.

**UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER** No 145. — Assemblée le 1er samedi du mois, salle des cordonniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, Adhémar Tremblay, 978, rue St-Finodés; secrétaire-archiviste, Arthur Langevin, 1990, rue Delorimier; secrétaire-trésorier, Henri Richer, 218, rue Notre-Dame.

**CHARPENTIERS-MENUISIERS** — Union locale No 158, Malsonneuve. Assemblée tous les vendredis, à 8 heures du soir au No 1651, Latourneux (Temple des Buffets). Président, J. A. Chambrault; vice-président, U. Vigeant; secrétaire archiviste, O. Pronis, 2418 Hiv Pte 1X; secrétaire financier, A. Robert, 3800 Latourneux; secrétaire trésorier, J. W. Corbett, 438 Lacordaire; conducteur, Thos Derr; gardien, Jos. Plante.

**BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL**  
Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec  
JOSEPH AINEY, Surintendant Général  
Francis Payette, Surintendant  
Heures de bureau: 9 a.m. à 5 p.m.  
Tél. Dépt. des hommes: HA, 6221 Local 223  
Tél. Dépt. des femmes: HA, 6221 Local 226  
Entrée des hommes: 8 rue St-Jacques  
Entrée des femmes: 61 Notre-Dame E.

Nous plaçons gratuitement, les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, commis et débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leur demandes au Bureau Provincial.

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 57452

**COUR SUPERIEURE**  
Dame SOPHIE HELLMAN, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Osias Schwartz, marchand du même lieu.

Demanderesse vs  
OSIAS SCHWARTZ, de la ville et du district de Montréal, marchand.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause, Montréal, 28e jour d'octobre 1929.

Popliger, Blanshay & Miller, Procureurs de la demanderesse 44-47.

# Propos à Propos!

par Benjamin Tabier

1. Où vas-tu, Mistigris? Je vais monter sur le clocher...

2. Pourquoi monter si haut? Pour admirer une scène de toute beauté!

3. Qu'est-ce que tu vois de si beau là-haut?

4. Je vois monsieur Ladéboche prenant sa bouteille de bière DOW!!!

# DOW

Old Stock Ale

Mûrie à Point

Prime par la force et par la qualité



Displacement of Workers

President Green and Labor Displacement. — Every Effort Should Be Made by Federation to Add to Its Strength.

By BERNARD ROSE

On several occasions, President Green of the American Federation of Labor has complained of the number of skilled and other workers displaced because of the adoption of labor saving machinery which increase production in so large a measure, that the services of a great many workers are no longer required.

Invention and improvement have resulted in bringing about such far reaching changes, that quite a number of skilled workers, who have devoted the best years of their lives to the acquiring of proficiency in their craft or industry, find themselves deprived of an opportunity to labor, and at a loss to know what course to pursue in order to industrially reestablish themselves so that they may still continue to maintain their economic existence.

This continuous displacement of workers no doubt constitutes a very serious problem. It is, however, by no means an insoluble one. Its solution requires determination on the part of organized labor to set in motion such forces as will bring about either opportunities for employment or obtaining provision for workers displaced through machinery and the consolidation and amalgamation of industrial enterprises, until such time as they can be industrially reestablished. To accomplish this object, a campaign must begin immediately to increase the influence and prestige of organized labor throughout the United States and the Dominion.

The number included in the membership of the American Federation of Labor is a mere fraction of the total number of gainfully employed workers, male and female, in the Republic.

If organized labor has accomplished what stands to its credit because of its number, it will be able to do a great deal more if its membership is increased three or four fold. Millions of workers who should be in unions are still unorganized. If they were part of the great American Labor movement their added strength would give the American Federation of Labor a prestige and influence, that could be very beneficially exerted in the interest of the organized workers continuously employed—and those who, because of the changes above mentioned, are deprived of the opportunity to labor.

The Executive of the American Federation of Labor is fortunate in having in its personnel men of undoubted ability. They can give reasons for the faith within them and speak at length upon the great advantages of organization, and the right of the worker to a fair wage and decent working conditions.

Ability to speak on the objects of organized labor before employers' associations, unions, and other bodies is not adding to the ranks of labor. What the Federation must do in order to retain its influence and go forward, is to become considerably more aggressive in securing additions to its membership. It should have a special staff composed of men understanding industrial conditions, regardless of whether they are workers or professional men, but who can influence those whom they address, and possess the necessary qualifications to successfully organize the trades, callings, occupations and services that can be embraced in the Federation's membership. The officials of the Federation must treat this question as a purely business one. After all, helping the workers secure economic justice is a matter of business, from the standpoint of organized labor.

Again, it is in the interests of the Federation that its membership be very materially enlarged. As it grows in strength financially, and numerically, it can become bolder and more insistent in its demands for social and other reforms. With a larger membership the Federation, because of its affiliated unions whether national, international, or Federal, would be in a much better position to discuss with legislatures, and Congress, the measures to be enacted to safeguard the workers against the inevitable consequences of the adoption of labor saving devices and improved technique, making it unnecessary to employ the same number of workers who were required before the advent of the machines and means that displace human labor.

If organized labor can come before the members of a government, conscious of its numerical strength, it will secure not only a more favorable hearing, but an assurance that its wishes will be met if conditions permit.

While the American Federation of Labor has hitherto abstained from active participation in political contests, the only exception being to endorse or repudiate candidates known to be favorable or unfavorable to labor, it can still follow the same policy in future, but with a considerably increased membership, exercise a wider influence.

During the Convention that was recently held, a representative of one of the unions rose in his place and asked the Federation to assist him in fighting the influence of an organized group in this province, which restricts its membership to those of a particular religion. Division and dissension in the ranks of labor is inimical to the welfare of the wage earners and the policy of grouping men in accordance with their religion and race is a short-sighted one. To overcome the effects of division of this kind requires continuous and persistent agitation coupled with proof showing that it is essential to the welfare of the worker, that he maintain his solidarity with his fellow workers and thus overcome the opposition of employers and secure for the toiler the wages and treatment which he has a right to expect and demand.

Solidarity on the economic field is the condition precedent to subsequently obtaining from legislatures and parliaments the reforms that conditions and circumstances warrant. If the international craft unions are organized to their maximum strength; if they have within their organizations every eligible member of the craft, they should then cooperate with the Federation in unionizing the trades, callings, and services that are still outside the labor movement.

It may be answered that the Federation employs a number of organizers. Its organizers may be quite sincere and enthusiastic in their work, but what counts, is results. If in a given territory there are several thousand men and women employed, they should be organized into unions without delay. Payment should be based upon results, as it is in industry and employments that are operated for profit.

Furthermore, organizers should be at all times able to call upon the different unions in the territory which they cover, for assistance and likewise endeavor to get the greatest amount of publicity, thus advising those whom they wish to organize, what is being done on their behalf and creating an opinion favorable to the movement.

If the Labor Party in the Old Country has found it advisable to encourage, support, and admit to its ranks men and women who are not actually engaged in manual labor or trades requiring a lengthy apprenticeship, there is every bit as much reason for the American Federation of Labor and the international unions, employing as organizers, men possessing the required qualifications, sympathetic to the labor movement, and whose services, experience, or ability would make a valuable addition to the organizing staff which organized labor believes it must maintain, to hold what it has and make still greater gains.

MEN URGED TO DO DUTIES AS CITIZENS

An earnest plea for Canadians better to fulfill their small duties of citizenship was made this week by Robert L. Calder, K.C., when he addressed the Kiwanis Club at their weekly luncheon meeting at the Windsor Hotel. Mr. Calder had chosen as his topic, "The small duties of citizenship," and speaking along those lines, he pointed out that the true performance of small duties did much in helping a country to become greater.

The duties to which the speaker particularly referred were those of jurymen, witness, taxpayer, soldier, and elector. He reminded his audience that the more intelligent and educated a man was the more valuable he became to the State in its efforts adequately and fairly to administer justice.

"The true citizen accomplishes these small duties," said Mr. Calder, "no matter how distasteful and at times annoying they are, with the feeling that he at least is doing his small share in the general uplift of his country, a feeling that we should all strive to acquire." The former Crown prosecutor declared that a state was as weak or as strong proportionately as the citizens were in accomplishing these small duties of citizenship and that no state could rise higher without the co-operation of every one of its citizens.

Taxi drivers in Buenos Aires recently quit work for 48 hours in protest against repressive action taken by the police.

Ask for the union label on the goods you purchase; help your fellow workers.

Honourable Rupert W. Wigmore

Ex-Minister of Customs and Excise. Devoted to the Municipal Welfare of His Native City.

By BERNARD ROSE

Some men are endowed with that quality which enables them to acquire a popularity, the envy of mortals not so gifted. Without effort, they make friends who generally insist that they become candidates for any one of the several minor and major offices that are open to all citizens regardless of rank, station, or educational eminence. Men of this type, are intensely democratic. They meet all, and sundry on equal terms, and are just as pleased to shake the hand of the humblest toiler, as the highest in the land.

The citizen who can inspire his neighbours with a liking and affection for him, is assured of their support no matter what the vicissitudes of political life may be. Those who go to him in time of stress or trouble always get a sympathetic and patient hearing. If it is humanly possible to help them the help is given.

In the City of St. John, New Brunswick there lives one who would certainly be acclaimed as not only a very popular but a kindhearted citizen. When it comes to helping one, he does not stand on ceremony but figuratively takes off his coat and does his very best to assist the one who solicits his aid or influence.

Popular men are as a rule modest, and it can be said, there is no more modest and popular citizen in the Maritime Provinces than the Honourable Rupert W. Wigmore.

In build he is splendidly proportioned, with pleasing features and a smile that immediately puts one at ease and makes him feel that he has known Mr. Wigmore for a great many years. He knows St. John better than a book since it was the city that gave him birth. There is hardly a man, woman, or child within, and for some miles outside the city limits, who does not know one of St. John's most affable citizens.

He received a sound elementary education and when he began life asked for no favours. All that he wanted was opportunity. He engaged in various pursuits, and eventually became one of the principals in a business that won

for its members an excellent reputation.

Shortly after reaching his majority his many friends and acquaintances suggested, that he should take an active part in municipal politics. Anxious as ever to please his friends he consented and had no difficulty in being elected. He proved himself to be an efficient administrator and won the regard of his fellow citizens because of his willingness at all times to serve them and make any sacrifice he could on their behalf. In the several Provincial and Federal elections he took an active part. He was known as a staunch Conservative and whenever requested by the leaders of his party, was always ready to serve them.

His strength became such in his home city, that the shrewd Provincial leaders of the party felt that he would be quite an asset to the Federal wing if he could be induced to stand as a candidate for Parliament. In the general elections of 1917 he was returned by his fellow citizens to represent the constituency for which he was nominated.

When he entered the House, he made quite an impression and because of his good nature, quickly made friends even with those who were politically his opponents. No request for aid of any kind insofar as his power and opportunities permitted, was unanswered.

To him, it was immaterial whether the citizen soliciting his aid came from his own constituency or any other part of the wide Dominion. His kindness in this respect was taken advantage of to the limit by his many friends and others who knew of him by reputation.

When Sir Robert Borden resigned and the Right Honourable Arthur Meighen was called upon to take the helm, the question arose of selecting one qualified to take the difficult portfolio of Customs and Inland Revenue. Mr. Wigmore being known as a business man of sound judgment, was asked to accept this portfolio and was sworn in as Minister of Customs and Inland Revenue on July 13, 1920.

In accordance with the practice that prevails he went before his constitu-

ents and was reelected. Although in office as Minister but a short time, he added very considerably to his popularity, and was liked for his frankness, and democratic manner by the members of his staff and all those whose business took them to his office.

He retired from the Cabinet on September 21, 1921. In that year the elections took place and although pressed by friends and supporters of his party to stand again, he felt that he should devote himself to his business which his Parliamentary duties had caused him to somewhat neglect.

The people of St. John however, were determined to avail themselves of his services in some municipal capacity, and prevailed upon him to become Commissioner of Water and Sewerage, for that city. Since this would not take him away from his business and related to municipal administration, he agreed and still holds this office.

Although Mr. Wigmore, has within recent years not taken an active part in Federal politics, those who know of his qualifications and who really and sincerely appreciate his attitude towards his friends during the time he was in Parliament, are confident that notwithstanding his disinclination to reenter the larger political field, that he will not be able to ignore the persistent requests to either stand for Parliament or become a candidate for Provincial honours.

No matter what may have been said by his political adversaries during the time he was in office, he is a splendid citizen, loyal in his friendships and sincere in his intention to do all he can to help his fellow citizens and country.

His many friends hope that in the very near future, Rupert Wigmore will again be asked to seek the suffrages of his fellow citizens and thus give them an opportunity of demonstrating their liking for him and the high regard in which he is held.

He is a self-made citizen who won the cordial support of all those who appreciate loyal service and devotion to friends.

LABOR QUERIES ?

Q—Were Pequot sheets and other products endorsed by the recent American Federation of Labor convention?

A—Yes. The convention approved a resolution of the United Textile Workers urging trade unionists to purchase Pequot products, which are strictly union made.

Q—Is the membership in Canadian organized labor increasing?

A—The Canadian Trades and Labor Congress has gained steadily in membership since 1927, its membership for 1929 being reported at 126,638.

Q—What old established trade union last year disbanded because of the substitution of machine for hand work?

A—The National Window Glass Workers' Union.

Q—Who said: "Workers in each separate country gain by higher wages and higher standards of living for the workers in all other countries?"

A—This is from the annual report of the Executive Council of the American Federation of Labor, submitted to the Toronto convention.

FORCED RETIREMENT OF WAGE EARNERS IN PRIME OF LIFE UNWISE AND UNJUST

On Discrimination Against Older Workers, the Toronto convention of the American Federation of Labor declared in part:

The American Federation of Labor endeavored to secure from affiliated national and international unions, central labor unions, and all possible sources, information on regulations and practices discriminating against older workers. It is most difficult to get conclusive evidence of policy, for such regulations are often effectively carried out but are not made a matter of record. However, reports from all sections of the country indicate that 45 is a pretty definite deadline for new employment.

Discrimination against older workers takes two forms: Fixing the maximum age at which workers can be employed and discharging employees who reach a maximum age. It is quite obvious that for certain jobs youth is an asset; for other jobs, however, the qualities developed through experience are more important; and there are still other types of work which can be done by aged workers.

It is most ironical that while medical science is lavishing research and care to prolong human life, industry is establishing practices to restrict the productive years while society makes no provision for old age income. It is quite obvious that in many cases restriction of the age limit for employment is nothing more than the mechanical application of a policy regardless of waste involved and regardless of the fitness of the application. However, there can be no justification for forced retirement of workers in the prime of life. It is unwise industrially as it is socially.

AS THE WORKER SEES HIS WORLD

—A strike of 500 wholesale grocery teamsters of New York City was settled on October 22 by an agreement granting the drivers an average wage increase of \$5 weekly.

—Twenty coal mines, employing 10,000 workers, have been tied up by a strike of 3,000 miners in the Mons district of Belgium whose demands for increased wages were not fully met.

—John J. Raskob, in an article in the current issue of the North American Review, predicts "the all but universal adoption of the five-day week by the major industries within the next few years to give the workers additional time to function as consumers of what they produce."

—A general strike of copper miners in the Morococha district of Peru was ended October 16 after a three-day walkout, when a compromise was reached on the strikers' demands for higher wages and other concessions.

—Seven textile workers and Communists were found guilty of second degree murder and of three charges of assault in the killing of Police Chief Aderholt of Gastonia, N.C., and three were sentenced to from 17 to 20 years' imprisonment, while others received lesser terms, at Charlotte, N.C., on October 21.

—"The exclusion of women from public office is a relic of days more barbarous than ours," declared the Lord Chancellor, Lord Sankey, in delivering a ruling of the Judicial Committee of the Privy Council, the British empire's highest court of appeal, which makes women eligible for seats in the Canadian Senate.

—A bill has been introduced in the House of Deputies of Paraguay looking to the establishment of a department of labor, in order, it is said, to maintain permanent contact with the International Labor Office at Geneva.

COAL REVOLUTION WITHIN 3 YEARS

An international revolution in the coal trade, on the lines of complete international control of production and prices, within the next three years, was forecast by Frank Hodges, member of the Central Electricity Board, in an address to the meeting of the Coal Trade Association, in London. He was formerly secretary of the Miners' Federation of Great Britain.

Frank Hodges, of London, who predicts an international revolution in the coal industry, represented the British Trades Union Congress at the Portland convention of the American Federation of Labor in 1923. In his address to that convention he declared that American trade unionists have "taught the world how to maintain the workers' purchasing power and therefore you have maintained a higher standard of living than in any other country."

"You have always emphasized the importance of high wages and have concentrated upon keeping wages at the peak at all times. It is so obvious to us when we come to America, that we take our lessons back to the old world to emulate your splendid example."

Our Readers

SIX WORTHY PLEDGES

President William Green of the American Federation of Labor recently at Toronto "gave to the world six worthy pledges." Since coming from such a distinguished quarter these pledges would seem to be worthy of dissection.

Pledge one. "Men and women must have the opportunity to work as long as they live and machines must not throw them out. No more dead line at forty." It is wonderful that a man in this enlightened age holding a position of authority, should give a pledge so impossible of fulfillment. There probably does not live a man engaged in business who will not adopt a labor saving machine as soon as possible after it is on the market. As reasonable to ask the powers that be, to prevent the waters from going over Niagara Falls in order that they may be saved to moisten the uplands in time of drought.

Pledge two. "Unemployment as result of invention must cease." We are not told how invention must be curtailed or what methods are to be used in order that all labor may have the pleasure of working all their lives.

Pledge three. "We must have release from the injunction." This, of course, means political action, and since the American Federation of Labor is not in politics they must ask the owners of factories and machines who control the American Government to put over an anti-injunction law for them, regardless of the fact that these very men depend on injunction and the strike breaker during all labor troubles.

Pledge four. "We must have an old age security." The same solution applies here, viz: political action. I would call to their attention the fact that in Canada three lone labor members of parliament have caused to be established, old age pensions, and it is our opinion that only much influence by Labor in Parliament as well as outside can laws favorable to Labor be established.

Pledge five. "The material things must give way to the finer things of life." "The great intangible must have their day." This brings us to the first question, "Men and women must be allowed as long as they live to work, etc." Men and women who are working "all their lives" even reasonable hours, we would like to ask Mr. Green what time they have to devote to the finer things of life. Here we might digress to say that the better education of the working class through the influence of the American Federation of Labor so that in their leisure hours they could enjoy the finer things of life, would be quite in order. We have never known the American Federation of Labor to be very active in this respect, which is after all the only thing worth while.

Pledge six. "We must have peace." We presume that this refers to war. Here again, we have heard little if any anti-war propaganda at any time by the American Federation of Labor. My object in replying to Mr. Green is sim-

Workers must Organize

Changing Conditions Make It Necessary For All Who Labor at a Trade, Calling or Service to Organize.

By BERNARD ROSE

Individualism and competition are regarded as synonymous, yet, the aggressively individualistic employer who strenuously opposes the right of his employees and the workers generally to organize, equally resents any criticism in the matter of interfering with his right to combine or associate with rivals or competitors, in order to promote his individual interest and welfare.

Conditions have so changed within recent decades, that the most fervid individualist must admit that to live one's life alone exercising to the full that liberty which is in accordance with the canons of individualism, is physically and socially impossible.

We are members of larger or smaller communities of which the influences and environment are reciprocally reactive. The only way in which one can carry out to the letter as well as the intent, the principle of individualism, is to take up one's residence away from what is known as civilization. Hardly one man in a million having enjoyed the comforts and advantages of social existence, would care to avail himself of the opportunity of living entirely alone, in order that he do as he pleases.

The advantages of co-operation are now so manifest that it has colored our thought and action. Practically the whole of one's life is lived as a unit of some larger group, be it industrial, social, political, or fraternal.

Huge combinations of capital are being constantly formed to exploit natural resources, and enrich the directors and shareholders of these combinations. Their strength is so great that they can expend very large amounts of money in seeking to attain their aims. Conscious of their fighting financial power, they can, if the directors of the combination are so minded, declare their hostile opposition to the forming of a like combination on the part of their workers or customers.

The skilled artisan is progressively realizing not only the advantage, but the necessity of combination along trade union lines. He has learned, that very little can be accomplished towards improving his social and economic position, unless he co-operates with his fellow workers and collectively makes demands which must receive consideration from those to whom these are presented.

Thousands of workers employed in various callings and occupations, are still unappreciative of the need and benefit that comes from co-operative endeavor in bringing about desirable economic and social changes, through the action of organized groups of workers and the influence they can bring to bear upon legislatures.

There is nothing to prevent the thousands of so-called "white-collar" workers from getting together and forming a powerful association or trade union. Without organization they are helpless. They have no redress, nor are they in a position to demand prompt adjustment of any grievance. They are subjected to the orders, will, and whim, of their superiors, and can be deprived of their employment at a moment's notice. Employees of this type need an organization much more so than the skilled worker who undergoes a long apprenticeship and whom it is difficult to replace whether he goes on strike or leaves the industry.

A well-known General, who sent millions to their doom fighting for his glory said that: "The Almighty is on the side of the biggest battalions." Experience taught him that the large army was likely to succeed and secure victory where a smaller one might suffer defeat.

With number comes strength, a wider variety of ability, and more abundant resources. When labor is marshalled in big battalions, ably officered with a strong exchequer to support it, it can much more effectively fight and secure consideration for its members, than is possible where there is no organization and the request for consideration or attention comes from the individual or a very small, or weak group.

If all those who are organizable within this city, province, and Dominion, regardless of whether they are employed in mill, mine, factory, store, or office, would form organizations adapted to their needs, they would subsequently form a powerful federation that could successfully obtain those concessions which they are entitled to as productive citizens, rendering a service to the community. They could likewise vanquish opposing combinations that resent the efforts of the workers endeavoring to promote their economic welfare.

With the increase in number of labor organizations and associations of working employees will come a demand for efficient leadership that can easily be supplied from the ranks of the workers or professional men who are sympathetic and anxious to devote themselves to labor's cause. The number of the latter is growing, since they appreciate what a large contributing factor to the production of wealth, the workers are. Labor when strong and prosperous can afford to buy brains in the same way as capitalistic combinations.

Industrial democracy is only possible where the workers, through their leaders, demonstrate their fitness and qualifications, entitling them to participate in the management of the industry.

Mr. Harold J. Laski, Professor of political science, in the University of London who, some years ago, lectured at McGill University, in the series of "Self and Society Booklets," under the title of "The Recovery of Citizenship," says: "The citizen of today is lost who stands alone. It is as part of a group that he secures the power to fulfill himself." It is only through and with the group that the citizen of today can make his influence felt. With and through the group he can exercise any special ability that he possesses for its benefit and himself.

Though one may resent the discipline which the group, in order to remain intact, must occasionally enforce, such discipline is not directed at the individual as such, but necessary to maintain the identity and compactness of the group essential to enable it to properly function.

The workers in any craft, calling, or service, should be made to understand that never was the motto of "United we stand, and divided we fall," more applicable than it is today.

ply to answer the unreasonable, and unsoundness of his so called pledges, and to say what has been often said before, that in political action only can legislation favorable to Labor be obtained.

As a cure for unemployment I should like Mr. Green to give thought to the following as it appears on the horizon at the present time. Have all Labor work five hours per day. As shortness of labor appears lengthen the hours, or shorten them as unemployment continues. This will give Labor a chance to devote some time to the finer things of life, since it is reasonable to assume that commerce will never be able to employ all labor at what has been even recently considered reasonable hours, say 44 hours per week. The change ahead would not appear to be as serious as the change that has taken place in the past when men worked 14 hours per day.

A. L. SMITH.

Editor, The Labor World:

I read the item "Age Limit On Workers Creates New Problems." The age limit is one of the many manifestations of the existence of an inequitable basis for adult human association. The normal trend is for a person, once he has reached adult age, to be self-supporting to the end of his life. But the custom of fixing prices—of getting some persons to work for others—on some basis that puts a price on what is not human work, gives some (who themselves are thereby rendered at least not fully self-supporting) mastery over others—hence the power

to have them either for slaves or idle dependents.

It takes some human work to provide for the needs of a person, and if that person does not do that work himself then someone must do it for him, either voluntarily or under compulsion. And if another does one's task for one and one does not do that other's task for that other in return; then that other must work enough to support both himself and the one who is not working. And with modern ease of production there is no reason but inequity why each fairly normal (even if in poor health or crippled) adult should not be able to work sufficiently to provide for his own individual needs—while most adults could also easily provide for the needs of non-adults. What is needed is a realization of the equitableness of hour for hour exchange of adult human work. If all realized that, no one could longer have the power to deny others a chance to be self-supporting.

WISDOM

VAUGHN BACHMAN BROKAW, R. 4, Box 595, Phoenix, Arizona, U. S.

Human beings are the most interesting object on earth, and to know themselves and get along with one another is their most important business. That business drags because they do not know... what they could do if they stopped quarreling among themselves and used their brains to solve their common problems. — Pro. George A. DEWEY.

# The Robot

By RAYMOND BENNETT

Appearing in the news a few years ago as scientific stunt-workers, the mechanical imitation of man was treated as more or less of a curiosity—something that would always remain impracticable. That a piece of machinery, made up of cams, springs, levers, and gears, and operated by electricity, would even take the place of human effort governed by human brains, was considered unthinkable. And this in an age when people were accustomed to coin-operated weighing machines and chewing gum and candy vending devices. Surely the gulf between the two is not so wide. And it is becoming narrower.

So long as the activities of these machines were confined to the vending of penny articles, usually forming a very small proportion of the goods carried by the stores in which they were located, and not relieving the clerks of a very great amount of their regular duties, they were considered more or less of an oddity, and because of the mechanical disorders, buying through them became more or less a gamble. Frequently they failed to deliver the goods when the coin was deposited owing to poor servicing or to slugs previously inserted instead of coins.

That vending machines have come into wider use within recent months even the casual observer will agree. And that they will be used for the selling of a still wider variety of goods, manufacturers of the devices seem determined. Even now the list of goods and services given up by these machines shows what development has been made in the construction of these robots. Machines are used now for the vending of fruit, ice cream, candy, soft drinks in bottles or by the glass, postage stamps, handkerchiefs, cigars and cigarettes, lead pencils, change for larger coins, and the use of an electric washing machine.

It will be noted that even the goods sold and services rendered in these instances are of the penny, nickel, and dime variety. But it is not to remain so. New machines have been built to take in quarters and half-dollars, giving a still wider variety of articles sold through this mechanical medium. Canned and packaged goods are now being vended in this fashion and at least one American distributor of popular-priced shoes is experimenting with a view to selling his goods mechanically.

Probably the success of these later machines, as compared with the early catch-penny chewing gum and candy venders, is due to the perfection of the mechanism which now refuses spurious coins and has thus made the machine a paying proposition to the owner. Better servicing now, since the machine is treated seriously by its owner has

given it a reliability in the eyes of the buying public that the earlier machines did not enjoy.

The popularity with which these machines are meeting seems to be the direct outcome of mechanical developments in every other line. The idea seemed to gain recognition that it was not consistent to produce by machine and distribute by hand. Every other function of business had been mechanized. Automatic vending, it seems, just had to come.

The same argument that is used whenever a labor-saving machine is installed, is being used in some quarters, viz: that mechanical distribution is likely to create a social problem by displacing the clerk. The opinion of most business men appears to be, however, that the displacement of clerks will be very limited, and will be more than compensated by new jobs created for the installation, upkeep and servicing of the machines, not to mention the number of men it will require to build them in the first instance. This statement, however, is open to argument.

With this recent and rapid development and perfection of vending machines, relieving another class of workers of their previous occupation, it does not seem advisable for any worker to close his eyes to the fact that his job may be the next to be taken over by a piece of machinery. It certainly is a serious problem and one that could be studied to great advantage by trade union officials whose members are most likely to be affected.

### THE EXPLOITING MACHINE

In the last decade industry has changed vastly. Capital has combined as never before and an exploiting machine more amazing, magnificent and awesome than ever before has come into being.

One organization of men and women—the American Federation of Labor—stands out in opposition to the mechanized process of turning men and women into profit.

Because that one organization—of wage earning men and women—does not throttle the beast, bring the great machine under immediate domination, we are credited with a "miserable failure."

No trade unionist is satisfied with the progress made, but every trade unionist knows that in no other country has like progress been made. But we do not need to recapitulate the credits. Industry knows what they are and wage earners likewise know. Moreover, we know the failures. The striking thing is the thing that happened to the Scripps-Howard newspapers. That we must lament. And so we join our lament with our just resentment.

## AT THE PLAYHOUSES

**AT HIS MAJESTY'S**  
"The Ringier" melodrama from the pen of the prolific Edgar Wallace, will be offered at His Majesty's Theatre. The play has had a long run in London. It will be presented here by Gordon McLeod and his company of English actors. Lillian Christie heads the supporting cast. The tour will range over the Dominion and some of the American cities. The cast is advertised as being the same as that which appeared in London Production.

**AT THE ORPHEUM**  
The Orpheum Players will offer "Disraeli" at the Orpheum Theatre. This is the Louis N. Parker play which has been noted through the efforts of a well-known English actor. With its central figures that of the noted British prime minister and statesman, the play concerns itself with incidents surrounding the acquisition of the Sudan by England in a coup d'état over the Russians.

**AT THE IMPERIAL**  
"Her Private Life," Billie Dove's first talking picture will be the feature attraction at the Imperial Theatre. Walter Pidgeon, Ruth Potts, Thelma Todd and Montagu Love are included in the cast. The vaudeville bill will consist of Burns and Allen in "Home Sweet Home," Betty Buck and Dabblers in "When Soudos Are Trapped," the Lee Twins and Company in "Rhythmic Dance," Diversions and Mary Casey in "The Shrinking Violet," Howitt and Hall in "Songland's Favorite Songs," and Gibson and Price, Jugglers.

**AT LOEW'S**  
"Illusion," an all-talking production of show-biz attraction at the Capitol Theatre. This is the Paramount's all-talking adaptation of "Burlesque" the play by George Watters and Allan in "Home Sweet Home" and the hits of New York two seasons ago. The story deals with life on the burlesque circuit and, in the more elaborate theatres in New York. The leading roles are played by Hal Skelly, in his original stage part, and Nancy Carroll. Some of the sequences are done in technicolor.

**AT THE PALACE**  
"The Dance of Life" will be the feature picture at the Capitol Theatre. This is Paramount's all-talking adaptation of "Burlesque" the play by George Watters and Allan in "Home Sweet Home" and the hits of New York two seasons ago. The story deals with life on the burlesque circuit and, in the more elaborate theatres in New York. The leading roles are played by Hal Skelly, in his original stage part, and Nancy Carroll. Some of the sequences are done in technicolor.

**AT THE PRINCESS**  
The Canadian premiere of Gloria Swanson's first talking picture, "The Tresspasser," will take place at the Princess Theatre at 11:15 tomorrow evening. She plays the part of a stenographer in Chicago who also sings in this picture. She plays through marriage breaks into the "smart set." The supporting cast includes Robert Ames, Henry B. Walthall, Wally Albright, Blanche Edwards, and Marjorie Conley. The story was written by Edmund Goulding, who also directs the picture.

**AT THE GAYETY**  
The burlesque attraction at the Gayety Theatre will be "Lid Lifters." Midgie Gibbons and Samy Weston are the featured players, and the cast of principals included Al Ferris, Joe Kitch, Harry Kelly, Jack Hogan and the Davis sisters. There is also a large singing and dancing chorus. Among the big numbers are "Visions of Art" and "Radium."

## BIG BUSINESS IS PROSPEROUS BUT TOO MANY PAY ENVELOPES WITHER

Business keeps on booming, but the South keeps on needing trade union organization. Business, speaking through Allard Smith, careful statistician vice president of the Union Trust Company of Cleveland, tells us that corporation profits for the first half of this year amount to \$2,449,907,000, against a mere \$1,924,000 for the first half of last year.

So we see that business, in the corporate sense, is booming along on a high tide of profits. These totals are the figures for 916 big corporations.

Manufacturing, trading and railroads showed best gains.

Organization helps these big corporations pile up profits.

The relatively good wages paid to the organized trades help, too, because they afford a good market for mass production commodities.

The unorganized mill workers, however, stand still. So do most other unorganized workers.

### A SMILING COUNTRYSIDE

From this city of ours, heading northwards, there are roads which, at this time of the year, lead to a smiling countryside, majestic forests, secluded streams where lurk the game fish, sparkling lakes, and over them all, the restful hills. There is beauty in the very mention of their existence where man can roam at will, lift his eyes to the heavens in thankfulness and breathe God's air. And what of big game! To the north of the Laurentians it is their home awaiting to give man a run for his money. Does man not like a sporting venture! The moose bellows forth its call—the deer waits. Just pack your gun case call at the City Ticket Office, 201 St. James St., Phone Harbour #211, or on any Canadian Pacific By Ticket Agent, be transported there and see who wins.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 56347

### SUPERIOR COURT

Dame REBECCA REVA ETA GERKIN, wife common as to property of Froem Bloom of Montreal, duly authorized to ester in justice in an action of separation as to property by judgment of this Court.

Plaintiff vs. FROEM BLOOM, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted the 21st of October 1929.

Montreal, October 28th, 1929.  
JOS. A. BUDYK, Attorney for Plaintiff.

## Le Monde Ouvrier-The Labor World

Rédigé en collaboration  
The Official Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers  
Le porte-parole des ouvriers organisés de la Province de Québec

Member of the Presse Internationale  
Ouvrière d'Amérique  
Member of the International Labor Press  
GASTON FRANÇOIS  
Secrétaire de la Rédaction  
Secretary, Editorial Department

## IMPERIAL OIL LIMITED

Steel Products of Every Description  
From ore to finished product—all within the Empire.  
BRITISH EMPIRE STEEL Corporation, Ltd.  
Canada Cement Building, Montreal

## PROPERTY VALUE OF HEALTH AND SAFETY

By ERNEST PITT

While every property owner realizes the benefit that he is directly deriving from the work of such bodies as the Province of Quebec Safety League, the Town Planning Commission, the City Improvement League, and other organizations, official and voluntary, whose object is the material improvement of Montreal, it may perhaps not occur to every real estate owner, that his property derives a direct benefit in enhanced value. Yet there is a direct relationship between their work and property value.

The sentimental importance of the work of bodies seeking to prevent accidents and eliminate disease is well known. It is not always realized that human life and human safety has a property value also. A leading authority has calculated that the life of every child is worth something more than \$2,000 to the nation. The railways have calculated the value to them, in revenue, of every settler they can place on the land in the prairies. Every child born into the community is a potential tenant or home owner. In one capacity or the other, he either contributes to the revenue of someone who has bought and developed a residential property, or he buys and builds, and thus adds to the demand, thereby increasing property value, all subject to the provision that the child lives and grows to healthy manhood or womanhood.

The man or woman who grows to manhood or womanhood, but through accident or disease does not attain health and strength, however, does not add that contribution to the demand for homes or property. They often become a charge instead of an asset. If accident or ill-health reduces a man's capacity for production, the community has suffered a loss to the extent of that reduction. The wealth of the community is so much less, and the total value of the property held in the community is reduced in that proportion.

Beside this, as a matter of general publicity, if a city is known to have a high standard, and a low accident rate, that makes the city more desirable as a place to reside in, and to that extent again, real estate values in the city are bound to be increased by virtue of the greater desire of people to live and work where it is safe and healthy to live and work.

That is the contribution to real estate values which is made by bodies like the Province of Quebec Safety League headed by many prominent citizens with Honorable Mr. Taschereau and Mr. E. W. Beatty as honorary presidents, sponsored by many of our leading citizens; and a number of other bodies working along similar lines. To that extent, quite apart from their sentimental appeal, those bodies are deserving of the support of every property owner in the city.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 57452

### SUPERIOR COURT

Dame SOPHIE HELLMAN, of the City and District of Montreal, wife common as to property with Osias Schwartz, merchant, of the same place, Plaintiff

vs. OSIAS SCHWARTZ, of the City and District of Montreal, merchant, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.  
Montreal, October 28th, 1929.  
Popilger, Blanshay & Miller, Attorneys for Plaintiff.

**USAC**  
United Shoe Machinery Co.  
OF CANADA, LIMITED  
MONTREAL  
TORONTO, KITCHENER, QUEBEC

**REGENT**

A better gas range at a popular price. Made in Montreal by Canadian workers. Certified by Canadian Gas Association. Price from \$25.00.

"There is no better range"

Montreal Light Heat & Power CONSOLIDATED

**The GURNEY MASSEY COMPANY, LIMITED**

Office and Warehouse  
96 PRINCIPAL STREET  
ST-LAURENT DE MONTREAL

**THE GURNEY Foundry Company, Ltd.**

Stove Works:  
ST-LAURENT DE MONTREAL

**Canadian Car & Foundry Co. Limited**

Passenger, Freight and General Service Cars for Steam and Electric Railways.  
621 Craig St., West, Montreal

**CANADIAN INDUSTRIES LIMITED**

Canada Cement Bldg., MONTREAL  
Subsidiaries:  
Canadian Explosives Limited, Dominion Cartridge Company Limited, Canadian Fabrikoid Limited, Flint Point & Varnish Limited, Arlington Company of Canada Limited, Canadian Ammonia Company Limited, Triangle Chemical Company Limited, Canadian Salt Company Limited, Grassell Chemical Company Limited, Cassel Cyanide Company

**LAPORTE, MARTIN LIMITEE**

ÉPICIERS EN GROS  
584, rue Saint-Paul Ouest  
Tél. MAin 3768 MONTREAL

**HALLS TO LET**

For Labor Meetings  
Apply to **JOS. LAURIER**  
817 ONTARIO EST  
Tel. Walnut 5070W. Tel. East 3578

**DOMINION BRIDGE CO. Limited**

Head Office & Works at LACHINE, P. Q.  
Branch Works:  
TORONTO, OTTAWA, WINNIPEG

**A GREAT CANADIAN INDUSTRY**

**DOMINION TEXTILE CO. LIMITED**

**J. SYLVIO MATHIEU SERVICE DE TOILETTE**

Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nappe, Serviettes de bûchers, etc., et tout autre article à usage de la toilette.  
Linge de famille à la livre.  
Bouanderie: 1871, rue GABRIEL  
Tél.: AMherst 8566  
Résidence: 2410, rue SHEPPARD  
Tél.: AMherst 1652

**POWER CORPORATION OF CANADA**

CORISTINE BUILDING MONTREAL

**SUN OIL COMPANY Limited**

Producers, Refiners, Shippers & Exporters of Petroleum and all its Products  
1112 ST. PATRICK STREET MONTREAL

Ayez des semelles  
**USKIDE**  
sur vos chaussures

Wires and Cables—Telephone Apparatus  
Fire Alarm and Police Signalling Systems—Radio Transmitting and Receiving Equipment  
Made in Canada by  
**Northern Electric**  
Plant and General Offices  
MONTREAL, P. Q.

**HOWARD SMITH PAPER MILLS, LIMITED**

Makers in Canada of High Grade Papers  
Head Office  
497 McGill Street MONTREAL

Our Leading Amusement Places  
Dans nos Théâtres

**Capitol**  
More than a Theatre  
A National Institution

**ALWAYS SOMETHING GOOD**

at  
**LOEW'S**  
The Union-Right Through  
Million Dollar Playhouse

**PALACE**

St. Catherine W., opposite Victoria St.  
GEORGE ARLISS Appears in the All Talking version of  
"DISRAELI"

Bargain Matinee 11 a.m. to 12.30 p.m.  
**VITAPHONE and MOVIE TONE**

**IMPERIAL**

"HER PRIVATE LIFE"  
BILLIE DOVE'S  
First Talking Picture

**GAYETY**

Bigger and Better Burlesque  
Telephones: LA. 0016-0017

"LID LIFTERS"  
With  
MIDGIE GIBBONS and WESTON  
Special Matinee Daily — 25 cts.

**ORPHEUM**

Home of High Class Stock  
TELEPHONES: HA. 0201-0202  
THE ORPHEUM PLAYERS  
Will Present

"DISRAELI"  
By LOUIS N. PARKER

**Nouveau NATIONAL**

Coin Ste-Catherine et Beaudry  
**COMEDIE MUSICALE ET VAUDEVILLE**  
aussi VUES ANIMÉES  
I. P. M. Soirées 6.30 P. M.

**The ELECTRA Theatre**

1114 St. Catherine Street West near Amherst  
The Best Show in Town at Reasonable Prices

**THE MIDWAY THEATRE**

Corner St. Lawrence and St. Catherine  
ALWAYS A GOOD SHOW  
AT  
POPULAR PRICES

**CENTURY THEATRE**

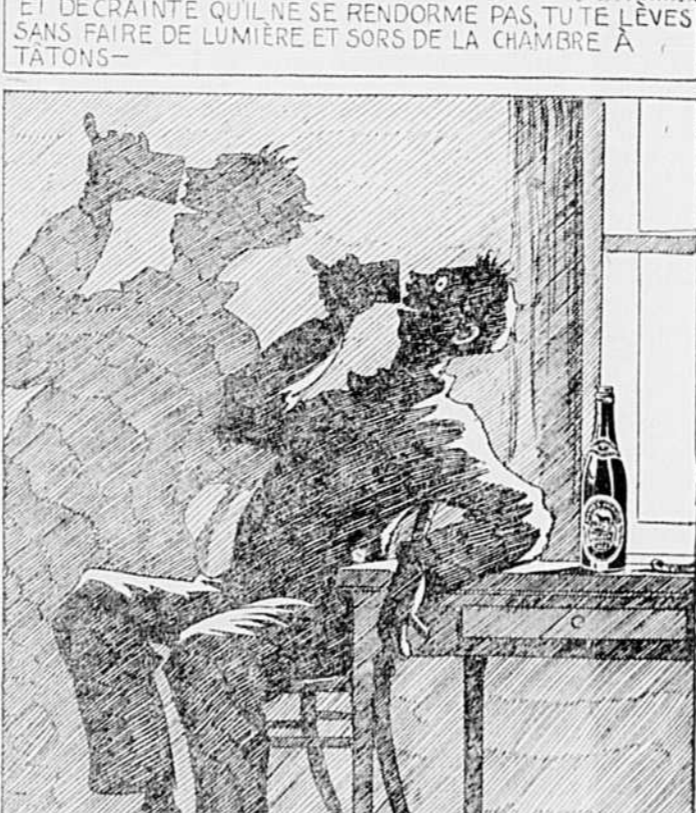
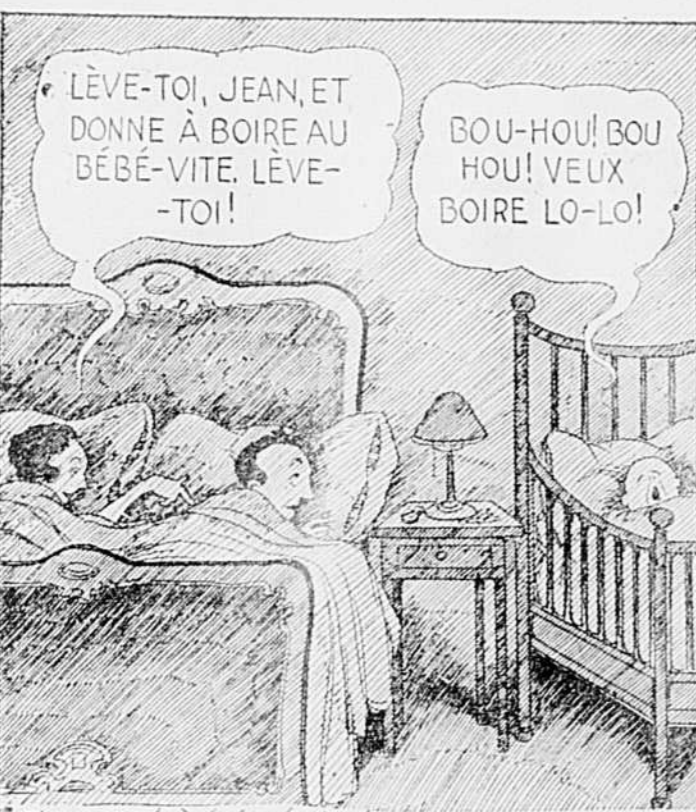
Monk Boulevard, VILLE-EMARD  
Always a First Class Show  
Regular Prices.

**PARK THEATRE**

Church Street, VERDUN  
A High Class Picture Show  
Popular Prices.

## T'a'pas ?

par RACEY



dites simplement—  
**"Bière Black Horse Dawes s.v.p."!**

## To Everywhere in Canada

Spanning the continent from Atlantic to Pacific—reaching every provincial capital—serving every important centre and every important seaport—penetrating the rugged Rockies and touching picturesque seacoast resorts—the Canadian National is synonymous with Canada. Over twenty-three thousand miles of rail lines reach out to every part of the Dominion and cross the border into the United States. Paralleling these lines in Canada is the service of the Canadian National Telegraphs and Canadian National Express. At various points are located "Canada's Hotels of Distinction", operated by the Canadian National. The Canadian National is a Canada. Radio reception on trains (first in the world)—special dining car service for children—chambrettes (single rooms) on sleeping cars—sun-room—lounge—buffet cars with soda fountain—all-steel trains—oil-electric cars and locomotives—have established the Canadian National as a factor in travel in America.

Whether Your Journey Be Long or Short, a Business Trip or a Vacation, Travel Via Canadian National.